

<http://www.ujfp.org/spip.php?article6863>

UJFP

Lettre de 14 associations à Emmanuel Macron : "L'Etat met en danger les migrants"

- Lutte contre les racismes et les discriminations - Appels et manifestations -



Publication date: vendredi 4 janvier 2019

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Le 30 décembre 2018

Médecins du monde France, le Secours catholique-Caritas France et 12 autres associations dénoncent dans une tribune au JDD "la faillite de l'État" dans la protection et la mise à l'abri des migrants. Elles demandent à Emmanuel Macron "de permettre un hébergement rapide des personnes à la rue".



Un migrant au bord du canal Saint-Denis, à Paris en avril dernier. (Sipa)

C'est un constat d'échec que livrent dans le JDD 14 associations, dont Médecins du monde France, le Secours catholique-Caritas France et Emmaüs France, au sujet de la politique d'Emmanuel Macron sur l'accueil des migrants. "À ce jour, nous ne pouvons que constater la faillite de l'État dans l'exercice de sa responsabilité de protection, de mise à l'abri et d'accueil inconditionnel", écrivent-elles dans une lettre ouverte au chef de l'Etat. "Nous, associations et collectifs engagés sur le terrain, qui au quotidien oeuvrons avec et auprès des exilé.e.s, ne cessons de mesurer leur précarisation", peut-on lire.

Les auteurs de cette lettre vont mettre plus loin en assurant que la situation de ces personnes "confine à une mise en danger délibérée" de la part de l'Etat. Aussi, "pour sortir de cette impasse", elles font appel à la "responsabilité" d'Emmanuel Macron, mais aussi de celle de la mairie de Paris, "de permettre un hébergement rapide des personnes à la rue" et appellent à "construire une réponse pérenne à une situation d'urgence".

Voici leur tribune :

"Monsieur le Président, votre engagement, prononcé le 28 juillet 2017, a été vite oublié par votre gouvernement, votre majorité, vos services. Plus grave, par vous-même. À l'heure où s'intensifie l'injonction de justice sociale, nous vous rappelons vos propres mots : "Je ne veux plus d'ici la fin de l'année avoir des hommes et des femmes dans les rues, dans les bois ou perdus. Je veux partout des hébergements d'urgence."

Un an après, des milliers de personnes, femmes, hommes, enfants, familles, se partagent les interstices des villes, s'abritent sous des échangeurs, sont échoués sur les trottoirs de Paris et de son immédiate périphérie. S'ajoute un cycle infernal entretenu depuis maintenant trois ans fait de campements, d'inaction, de démantèlements, de dispersions parfois violentes mais aussi de harcèlements à l'encontre des personnes exilé.e.s ainsi que des citoyens solidaires et des collectifs qui leur viennent en aide.

Lettre de 14 associations à Emmanuel Macron : "L'Etat met en danger les migrants"

Aujourd'hui, ces personnes à la rue ont toujours plus de difficultés à se nourrir, à se soigner, à trouver une information fiable pour faire valoir leurs droits élémentaires. Elles sont moins visibles dans l'espace public, elles sont contraintes de se cacher pour se soustraire à la violence policière et à la pression administrative. Pourtant elles sont là.

Nous, associations et collectifs engagés sur le terrain, qui au quotidien oeuvrons avec et auprès des exilé.e.s, ne cessons de mesurer leur précarisation. Nous ne supportons pas, comme nombre de citoyens, que ces personnes soient maintenues en situation de détresse absolue. Nous avons rencontré à plusieurs reprises la mairie de Paris et la préfecture d'Île-de-France pour les interpeller directement sur les manquements graves portant atteinte aux personnes, et sur la nécessité de leur mise à l'abri immédiate et inconditionnelle. Mais aussi pour que soit posé le cadre d'une réflexion collective sur l'hébergement et le logement de l'ensemble des personnes à la rue.

Les discussions s'enlisent, les réponses restent les mêmes et ne sont pas à la hauteur de la situation d'urgence. En dépit d'une bonne volonté affichée, chacun se renvoie la balle au point de nous enfermer dans un jeu de ping-pong institutionnel qui n'a que trop duré. Pendant ce temps, les corps et les esprits s'abîment. À ce jour, nous ne pouvons que constater la faillite de l'État dans l'exercice de sa responsabilité de protection, de mise à l'abri et d'accueil inconditionnel. La préfecture d'Île-de-France se contente en effet de nous renvoyer aux dispositifs ouverts ces dernières années et à un plan hivernal comme chaque année sous-dimensionné.

Pour sortir de cette impasse, nous sommes prêts à inventer collectivement de nouvelles -solutions, dès demain, à condition qu'il y ait un réel engagement et un changement de cap politique

De même, en dépit des efforts passés pour améliorer l'accueil, et des efforts actuels pour faire de Paris une "ville refuge", la réalité des personnes vivant à la rue parmi les rats nous démontre à quel point cette politique est un échec. Si la précarisation s'accroît dans la société, elle est d'une plus grande acuité encore pour les personnes qui sont maintenues en marge, dans l'errance. C'est une réalité à Paris, en Île-de-France, mais aussi à Grande-Synthe, sur le littoral nord, ailleurs. Nous en sommes les premiers témoins, celles et ceux que nous aidons en sont les premières victimes. Leur situation confine à une mise en danger délibérée.

Pour sortir de cette impasse, nous sommes prêts à inventer collectivement de nouvelles -solutions, dès demain, à condition qu'il y ait un réel engagement et un changement de cap politique. Nous voulons construire une réponse pérenne à une situation d'urgence. Monsieur le Président, il y va de votre responsabilité, en lien étroit avec le préfet de Région, mais aussi de la responsabilité de la maire de Paris, de permettre un hébergement rapide des personnes à la rue, de faire respecter leurs droits et de ne pas laisser la société civile, les associations, les collectifs, les citoyens, se substituer à vos services.

Il s'agit d'une exigence, d'un véritable enjeu de cohésion sociale."

Anne-Marie Bredin, représentante du collectif Solidarité migrants Wilson ;
Philippe de Botton, président de Médecins du monde France ;
Véronique Fayet, présidente du Secours catholique-Caritas France ;
Catherine Gak, secrétaire de La Gamelle de Jaurès ;
Marin Marx-Gandebeuf, représentant du Guide de la demandeuse et du demandeur d'asile à Paris ;
Gaël Manzi, président d'Utopia 56 ;
Jacques Mercier, président de Dom'Asile ;
Mélanie Mermoz, représentante du collectif audonien solidarité migrants ;
Marie Montolieu, présidente de la Fédération de Paris du Mrap (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) ;
Jérôme Musseau, représentant du collectif P'tits Dej's solidaires ;

Lettre de 14 associations à Emmanuel Macron : "L'Etat met en danger les migrants"

Malik Salemkour, président de la Ligue des droits de l'homme ;
Corinne Torre, cheffe de mission France de Médecins sans frontières ;
Hubert Trapet, président d'Emmaüs France ;
Jean-Marc Wasilewski, représentant des États généraux des migrations Paris.